

La course contre la montre des salariés de Job pour se trouver un repreneur

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

Tous les moyens sont bons et le comité d'entreprise du fabricant de papier couché Job ne néglige aucun d'entre eux : depuis août 2000, il a créé un site Internet, www.cejob.com, dont la mission est, comme cela est annoncé sur la page d'entrée, la « recherche d'un repreneur qui puisse intégrer notre production dans un groupe papeter ». Doté d'une version française et d'une version anglaise, celui-ci présente à ses visiteurs les caractéristiques du site toulousain et de sa production. Il donne aussi les coordonnées de l'administrateur judiciaire, auquel le chaland devra s'adresser si le dossier l'intéresse. Ici, il n'est pas question de faire peur, de lutter au sens traditionnel du terme, mais de séduire. A tel point d'ailleurs que les pages écrites par le comité d'entreprise ne mentionnent que très discrètement leur auteur.

Sur un autre front, les 168 salariés de l'usine toulousaine de Job, menacée de fermeture définitive si elle ne trouve pas de repreneur d'ici au 7 mars, sont beaucoup plus virulents. Depuis des mois, Toulouse s'est habituée à les voir manifester dans ses rues, accompagnés de milliers de flocons blancs émanant de chutes de papiers. Vendredi 16 février, ils ont interpellé Lionel Jospin, à la sortie de la salle des

fêtes de Balma, près de Toulouse, où le premier ministre était venu soutenir le candidat de la gauche plurielle à la mairie, Alain Filiola. Quelques jours avant, le 7 février, alors que le tribunal de commerce de Toulouse prononçait, en délibéré, la mise en liquidation judiciaire de Job, ils avaient déversé de la pâte à papier dans la Garonne, qui jouxte le site de l'usine. En janvier, les Job avaient même évoqué la création d'une liste aux municipa-

La papeterie, créée en 1930, semble vivre ses derniers jours. Mais les machines ne tournent plus depuis plus de trois semaines

les, « Job-emploi », pour se faire mieux entendre.

Mais le temps leur est désormais compté. La mise en liquidation judiciaire du fabricant de papier couché de luxe s'est accompagnée d'une « autorisation de poursuite exceptionnelle de l'activité pendant un mois », c'est-à-dire d'un délai

supplémentaire d'un mois, qui expire le 7 mars, pour trouver un repreneur. Après le retrait du canadien Tembec, les chances de voir un sauveur apparaître semblent extrêmement faibles. La papeterie, créée en 1930, semble donc vivre ses derniers jours. Dans les faits, les machines ne tournent déjà plus depuis plus de trois semaines. En redressement judiciaire depuis juillet, les syndicats avaient obtenu du propriétaire de Job, l'allemand Scheufelen, qui avait succédé à Vincent Bolloré en 1995, le maintien de l'activité jusqu'au 5 avril 2001. Mais les allemands ont cessé de payer les factures le 15 janvier et, depuis, l'usine a dû s'arrêter.

Pour les syndicats, Scheufelen a tout fait pour mettre Job en faillite. Ils font valoir que le groupe allemand fixait à la fois le prix de la pâte à papier qu'il livre à l'usine toulousaine et celui des rouleaux de papier dont il est l'unique acheteur. Le parquet a d'ailleurs ordonné une enquête, à la suite d'une plainte de la CGT, sur la responsabilité de Scheufelen. Mais quoi qu'il en sorte, cela ne sauvera pas l'usine toulousaine. Les locaux de Job, qui se situent dans un quartier plutôt résidentiel, et qui s'étendent sur quelque 4 hectares, pourraient, en revanche, revêtir un véritable intérêt immobilier.

V. Ma.

JOB S'INVITE

Pendant que le Premier ministre prononçait son allocution, plusieurs dizaines de salariés de JOB ont envahi le parvis de la salle des fêtes de Balma, vite inondée de papiers.

A la sortie, Lionel Jospin a reçu une délégation des salariés dans la permanence d'Alain Filiola, juste en face de la salle des fêtes. A l'issue de l'entretien, un représentant CGT de JOB confiait que le Premier ministre a promis de reprendre le dossier, dès son retour à Paris. Selon ce porte-parole, « le gouvernement peut mettre tout le monde autour de la table, notamment les sociétés papetières pour faire avancer des solutions en vue d'un repreneur. »

LES ECHOS

Lionel Jospin chahuté dans la banlieue de Toulouse

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, qui était venu soutenir Alain Filiola, candidat (PS) aux élections municipales à Balma, dans la banlieue est de Toulouse, a été chahuté, vendredi 16 février, par des ouvriers de la papeterie Job. Alors qu'il prenait la parole devant près de 800 personnes, plusieurs dizaines de salariés de cette papeterie, récemment placée en liquidation judiciaire, sont entrés dans la salle et ont déversé sur le sol des chutes de papier blanc. Quelques instants plus tard, M. Jospin a reçu trois délégués des manifestants, qui ont ensuite quitté les lieux sans provoquer d'autre incident. A l'issue de cette rencontre, le délégué CGT Jean-Pierre Combébiac a affirmé que « Lionel Jospin s'est engagé à s'occuper de ce dossier dès son retour à Paris ».